

Les enseignants ont débrayé en masse

Quelque 3000 fonctionnaires genevois ont manifesté contre les économies prévues au budget 2015. Plusieurs écoles ont tourné au ralenti

Le débrayage de la fonction publique a rencontré le succès espéré par les syndicats. Aux enseignants du primaire et du spécialisé se sont ajoutés ceux du secondaire, du postobligatoire, mais aussi des directeurs d'établissement, les associations de parents d'élèves et des étudiants de la FPSE. Sans oublier une forte délégation de la police, des gardiens de prison, de salariés de l'Hôpital et de l'administration. Marc Simeth, délégué du syndicat des maîtres du cycle d'orientation, l'affirmait: «Notre employeur nous méprise.» L'objectif des manifestants était de faire pression sur le Conseil d'Etat pour qu'il renonce à toutes ses mesures d'économie. Autre cible, la majorité de droite, qui propose des coupes supplémentaires au budget.

C'est ainsi que l'enseignant était une espèce rare dans les écoles hier. Mais, comme à l'Ecole Geisendorf, le service minimum a bien fonctionné, le directeur ayant appelé les parents qui le pouvaient à garder leurs enfants à la maison. [Page 19](#)



Les enseignants étaient nombreux à montrer leur grogne contre les coupes budgétaires. LAURENT GUIRAUD

«Notre employeur nous méprise, c'est inadmissible»

Environ 3000 fonctionnaires ont manifesté contre les coupes budgétaires. En attendant le vote du budget au Grand Conseil

Luca Di Stefano

Les syndicats avaient besoin de monde et ils en ont eu. Environ 3000 fonctionnaires, selon plusieurs sources, ont répondu à l'appel du cartel intersyndical avec l'objectif de faire pression sur les députés du Grand Conseil. Ces derniers sont appelés à se pencher sur le budget 2015 dès demain (*lire l'encadré*).

Après un arrêt de travail, mais avant que le cortège ne démarre, c'est dans une salle du Faubourg bondée que le poids de la contestation s'est fait sentir. Aux enseignants du primaire et du spécialisé se sont ajoutés ceux du secondaire, du postobligatoire, mais

«Certains de mes collègues gagnent 40% de moins que moi pour le même travail: leur salaire est bloqué»

François Stride
Professeur au Conservatoire

également des directeurs d'établissement, les associations de parents d'élèves et les étudiants de la FPSE. Avec eux, une importante délégation de la police, des gardiens de prison, de salariés de l'Hôpital et de l'administration. «Notre employeur nous méprise, c'est inadmissible», a lancé depuis l'estrade Marc Simeth, du syndicat des maîtres du Cycle d'orientation. A ses côtés, Davide De Filippo, du SIT, a fustigé le projet de réévaluation salariale SCORE: «Les collaborateurs, particulièrement en bas de l'échelle, subiront d'importantes baisses de salaires.» A ses côtés, Patrick Flury, président du cartel intersyndical de la fonction publique, exige que «le Conseil d'Etat, aux abonnés absents, renonce à toutes les mesures d'économies», dénonçant son refus de négocier.

Majorité de droite ciblée

Dehors, ils sont plusieurs centaines à ne pas pouvoir pénétrer dans une salle du Faubourg en ébullition, à attendre ce cortège qui doit s'élancer du parc Saint-Jean. A 17 heures, tout le monde est réuni. Cibles des manifestants: la majorité de droite – PLR-PDC-



En haut: le cortège. Les manifestants craignent un service public au rabais. Ci-dessus: à Geisendorf, tout avait été prévu.

A l'École Geisendorf, le service minimum a bien fonctionné

● Dans les écoles hier après-midi, l'enseignant est une espèce rare. Surtout au primaire, où l'avis de grève est particulièrement bien suivi. Selon le syndicat des enseignants du primaire, la SPG, 70% des classes sont fermées et plus de 90% des maîtres ont débrayé, soit toute l'après-midi, soit dès 15 h. Dans les classes et préaux, ça manque aussi de parents et d'écoliers. A l'établissement Geisendorf, par exemple, 100% des professeurs font grève et seulement entre 15% et 20% des 500 écoliers sont présents à l'école l'après-midi. «J'ai essayé d'anticiper l'impact du mouve-

ment social en demandant aux parents qui le pouvaient de garder leur enfant à la maison», explique Jean-Martin Keller, directeur de l'établissement.

Alessandro fait partie des parents qui ont répondu par l'affirmative. Il trotte dans le préau en traînant sa petite fille de 4 ans et maugrée: «Je cours dans tous les sens alors que je devrais être au travail. Je dois aller chercher mon fils de 8 ans et ramener les enfants à la maison. Ensuite, c'est une baby-sitter qui s'en occupera.» Pourquoi ne pas les laisser à l'école? «Il n'y a pas leur maîtresse habituelle, ce sont

Le budget sera voté en fin de semaine

Présenté en septembre, le projet de budget du Canton, qui sera voté par les députés jeudi ou plus probablement vendredi, prévoyait la création de 305 nouveaux postes, principalement dans la sécurité (116, dont deux tiers pour la détention), la justice (37 postes) et la formation (86 postes d'enseignants pour assurer le mercredi matin d'école).

Le mercredi 10 décembre (*lire nos éditions précédentes*), les députés de la Commission des finances ont changé la donne. En

votant une coupe supplémentaire de 14 millions dans la rubrique personnel et en coupant 2,9 millions supplémentaires dans une rubrique annexe, ils ont potentiellement réduit la hausse d'environ 100 postes. En portant sur les charges de personnel de l'Etat, la coupe pèse sur tous les départements et pas uniquement sur l'école primaire. Mais ce sera au Conseil d'Etat de décider qui exactement portera les efforts. Le projet de budget prévoit un excédent de 24 millions. **M.BN/X.L.**

UDC et MCG dans le même sac – et sa proposition de coupes supplémentaires proposées au sortir de la Commission des finances, mais aussi Serge Dal Busco, conseiller d'Etat, et son budget tant décrié.

Pont du Mont-Blanc évité

Dans la foule qui avance s'exprime la crainte d'un service public au rabais. Avec des économies qui se font déjà ressentir. «Certains de mes collègues gagnent 40% de moins que moi pour le même travail: leur salaire est bloqué, explique François Stride, professeur de musique du Conservatoire. Quant à nous, nous avons dû nous adapter aux coupes: nos cours sont passés de cinquante à quarante-cinq minutes, avec davantage d'élèves.»

Plus loin, un éducateur de l'institution Villars-Beaulieu a fait le déplacement avec ses collègues. «Nous avons perdu des postes pour encadrer 25 enfants et adolescents en difficulté, s'inquiète Olivier Walter. En parallèle, le mercredi matin n'a pas pu être instauré dans notre structure, faute de moyens.»

Si les manifestants paraissent unis dans les revendications, ils se divisent à mi-parcours. A la hauteur du pont des Bergues, les plus virulents tentent de pousser le cortège sur le pont du Mont-Blanc. Après quelques minutes d'hésitation, le refus vient des organisateurs, qui maintiennent l'itinéraire, du Seujet à Rive en passant par le pont piéton des Bergues, évitant les points chauds de la ville à l'heure de pointe. Histoire de ne pas trop froisser la population.

Demain, un comité d'accueil attendra les députés. Quant au cartel intersyndical, il a d'ores et déjà annoncé un préavis de grève pour le mois de janvier.



Découvrez nos images sur

www.debrayage.tdg.ch